

Günther Grass et Israël :

des questions impossible à poser ou des questions actuelles ?

Par **Michel Roche**
Consultant
Paris le 2 avril 2012

La publication d'un poème de Günther Grass dans un grand quotidien allemand, la «Süddeutsche Zeitung», a déclenché des réactions violentes le mois dernier. Maintenant que la tension est retombée il est intéressant de revenir sur un débat important : à travers la question de savoir où se situe la limite entre critique de la politique israélienne et antisémitisme, il s'agit en fait de savoir si, s'agissant d'Israël, nous devons éviter le jugement et si nous avons le droit de nous interroger sur nos intérêts.

Sur le fond, qu'à dit Günther Grass ? Essentiellement trois choses : qu'il est impossible de se taire ; qu'Israël menace la paix ; que l'Allemagne devrait s'interroger sur le fait de vendre des sous-marins à l'Etat hébreu.

La critique s'est concentrée sur le second point avec deux arguments. Le premier consiste à dire que les Allemands moins que d'autres, ont le droit de critiquer Israël ; l'argument est bien connu, mais il n'apporte aucun éclaircissement quant au fond. Plus sérieux, en ne faisant pas la distinction entre Israël et le gouvernement israélien Günther Grass souhaiterait en fait la destruction d'Israël ; il serait donc antisémite comme le prouverait son passé nazi : ayant longtemps caché son enrôlement volontaire à 15 ans dans la Waffen SS, il serait par nature suspect. Tirant la conclusion de la polémique, le gouvernement israélien interdit son territoire à l'écrivain allemand. Cela dit, l'avantage pour l'observateur des attaques ad-hominem c'est que par leur excès, elles se discréditent d'elles-mêmes.

Günther Grass a fait amende honorable en reconnaissant qu'il aurait du distinguer entre Israël et son gouvernement. La distinction s'impose certes dans ce cas précis puisqu'il y a un risque d'interprétation négative. Admettons toutefois qu'il est d'usage dans le langage courant de ne pas distinguer entre un pays et la politique de son gouvernement : tel journaliste condamnera l'attitude de la France ou des Etats Unis sans qu'on puisse pour autant l'accuser de francophobie ou d'américanophobie.

Plusieurs voix se sont exprimées pour prendre la défense de Günther Grass. La plus intéressante est probablement celle du spécialiste des relations franco-allemandes qu'est Alfred Grosser. Lui aussi estime que le gouvernement israélien mène une politique dangereuse et que la critique de cette politique est légitime. Il dit également aux jeunes Allemands qu'ils ne sont pas coupables du passé de leur pays, mais qu'ils ont le devoir de pas l'ignorer.

Plongée dans la campagne électorale, la France s'est peu intéressée au débat ; pourtant il nous concerne tout autant que nos voisins.

Les nouveaux pouvoirs issus des révolutions arabes sont beaucoup plus sensibles que leurs prédécesseurs à la question du respect des droits des Palestiniens. Le mois dernier le PJD marocain

s'est ainsi retiré de la session annuelle de l'Assemblée Parlementaire de l'UPM qui se tenait à Rabat afin de protester contre la présence de représentants israéliens. On peut juger le geste excessif, mais il donne le ton de ce qui nous attend.

Pourrons-nous continuer à ne pas voir que la poursuite de la colonisation israélienne n'est pas seulement contraire au droit, mais qu'elle empêche aussi la paix de s'installer dans la région ? En d'autres termes que cette politique n'est pas dans notre intérêt ? Et n'est-il pas de notre devoir de le dire clairement ?

Et l'Iran ? Tel un mantra, une frappe israélienne nous est annoncée comme possible ; pourtant nombre d'experts, y compris aux Etats Unis, s'accordent à prédire des conséquences dramatiques dans toute la région en cas de frappe. Notre intérêt est-il vraiment le même que celui des faucons en Israël ? La montée du prix de l'essence n'est elle-pas là comme un signe discret pour nous rappeler que le Moyen Orient nous concerne directement ?

La polémique provoquée par Gunther Grass a une conséquence importante puisqu'elle a montré que la critique est possible dès lors qu'elle s'adresse gouvernement israélien. Il est légitime de s'interroger sur la politique suivie, tout comme de se poser la question de savoir si cette politique peut mettre nos propres intérêts en jeu.

Poser ces questions n'est pas faire le jeu des ennemis d'Israël. En fin de compte notre intérêt coïncide avec celui bien compris d'Israël : celui qui voit dans l'hébreu un grand pays, vivant en bonne entente avec ses voisins et dont le destin est d'être un facteur de progrès et d'entraînement économique pour toute la région. Il est probablement aussi temps de dire que le Plan de Paix Arabe repose sur une vision qui n'est pas différente.

Shalom Archav et le mouvement « Iran we love you » qui se développe en Israël ne disent d'ailleurs pas autre chose.

Michel Roche
Consultant
Paris le 2 avril 2012